



julia goddard/LA TROMPETTE

L'Europe se mobilise

En colère contre Trump, le continent s'unifie et se militarise à toute vitesse.

- Richard Palmer
- [14/04/2025](#)

L'Allemagne se réarme rapidement. La nation a tenu des élections le 23 février. Elle n'est pas encore parvenue à se mettre d'accord sur une coalition — mais le 4 mars, elle a accepté ce qui serait l'une des plus importantes augmentations de l'armée allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Donald Trump et Vladimir Poutine ont, à eux deux, choqué l'Allemagne pour la pousser à agir.

Le secrétaire à la Défense des États-Unis, Pete Hegseth, s'est rendu en Europe le 10 février, exigeant que les puissances européennes augmentent leurs dépenses, non pas pour atteindre 2 pour cent de leur produit économique annuel, comme l'exigeait le président Trump pendant son premier mandat, mais pour atteindre *5 pour cent*. Le vice-président, JD Vance, a soutenu ce message lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, du 14 au 16 février, accusant l'Europe de tourner le dos à la démocratie et à la liberté d'expression, et avertissant qu'il n'y aurait plus de soutien de l'Amérique si tel était le cas.

PT_FR

Enfin, le 28 février, Donald Trump et Volodymyr Zelenskyy ont tenu leur réunion explosive, se disputant et se criant dessus devant la presse. Peu de temps après, Trump a interrompu l'aide à l'Ukraine, puis les services de renseignement.

Une grande partie de cela est compréhensible. Les États-Unis assument la charge de la défense de l'Europe. Ils ont dépensé des millions pour soutenir l'Ukraine. Il semble évident que Hunter Biden et d'autres membres de la famille Biden ont eu des relations corrompues avec l'Ukraine que les dirigeants actuels n'ont pas révélées.

Néanmoins, ces mesures terrifient les Européens. Ils se rendent compte qu'ils ne peuvent pas compter sur les États-Unis et que, sans la protection de l'Amérique, ils sont nus et vulnérables dans un monde dangereux.

L'Allemagne passe au nucléaire ?

Même avant les élections en Allemagne, Friedrich Merz, le futur chancelier allemand, a prononcé un discours audacieux. « Nous devons discuter avec les Britanniques et les Français, les deux puissances nucléaires européennes, pour savoir si le partage du nucléaire, ou du moins la sécurité nucléaire du Royaume-Uni et de la France, pourrait également s'appliquer à

nous », a-t-il déclaré.

Politico a noté qu'il s'agissait d'un « changement de position énorme » et d'un « changement stratégique majeur pour l'Allemagne ».

Ce sont des thèmes que le président français Emmanuel Macron a évoqués à plusieurs reprises, mais que l'Allemagne a été réticente à aborder. En 2020, après l'un de ces éclats, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a écrit : « Une tendance claire se dessine : le président Macron exige ce que l'Allemagne veut. Je ne crois pas que Macron aurait dit ce qu'il a dit si l'Allemagne ne l'avait pas approuvé. Il agit comme une sorte de marionnette de l'Allemagne ! »

« Imaginez qu'un chancelier allemand prononce un discours comme celui de M. Macron, exigeant que toute l'Europe soutienne les diktats de Bruxelles », écrit-il. « L'Allemagne n'oserait pas faire une telle proposition maintenant ! Mais c'est tout à fait dans l'intérêt de l'Allemagne — et c'est Macron qui pousse en ce sens ! »

Aujourd'hui, l'Allemagne ose.

Dans son discours de victoire aux élections, M. Merz a poursuivi sur ce thème. « Ma priorité absolue sera de renforcer l'Europe le plus rapidement possible afin que, pas à pas, nous puissions réellement parvenir à l'indépendance vis-à-vis des États-Unis. »

C'est une déclaration saisissante d'un dirigeant allemand, et, encore une fois, elle rappelle les déclarations de Macron.

Sans surprise, M. Macron a été rapide à répondre. Dans les jours qui ont suivi, un responsable français a dit au *Telegraph* qu'ils pouvaient facilement envoyer un avion militaire avec des bombes nucléaires en Allemagne, et qu'une telle action pourrait également exercer une pression sur le Royaume-Uni pour qu'il partage ses missiles nucléaires. Ensuite, M. Macron lui-même a répondu le 5 mars : « Répondant à l'appel historique du futur chancelier allemand, j'ai décidé d'ouvrir le débat stratégique sur la protection de nos alliés sur le continent européen à travers notre (nucléaire) dissuasion. »

L'Allemagne possède actuellement des bombes nucléaires américaines. Mais cela donne aux États-Unis beaucoup d'influence : *Faites ce que nous voulons, ou nous vous retirons votre parapluie nucléaire*. Cette offre de la France les renforce considérablement face aux États-Unis.

Mais l'annonce la plus dramatique est venue des dirigeants des principaux partis allemands le 4 mars.

Une superpuissance militaire

L'accord conclu entre les chrétiens-démocrates de droite (cdu) et les sociaux-démocrates de gauche (spd), proposé par Friedrich Merz, modifierait la constitution allemande, éliminant toutes les restrictions sur les dépenses militaires. La constitution limite le montant que l'Allemagne peut emprunter. Selon le nouvel accord, toutes les dépenses militaires supérieures à 1 pour cent du pib ne compteront pas dans la limite de la dette ; si l'argent est destiné aux armes, l'Allemagne peut emprunter autant qu'elle le souhaite. L'accord débloquerait 500 milliards d'euros pour les infrastructures sur 10 ans et faciliterait l'emprunt d'argent par les États.

Ces deux partis ont introduit la règle du budget équilibré de la constitution allemande en 2009, et maintenant ils sont prêts à l'abroger.

EuroIntelligence a qualifié le plan de « sans aucun doute le plus grand retournement de l'Allemagne depuis 1969, date à laquelle l'Allemagne a commencé à réévaluer le Deutsche Mark ». Et cela a été rendu possible par Donald Trump. La profondeur et l'ampleur de l'accord de coalition dépassent tout ce que les observateurs politiques, nous y compris, ont imaginé possible. »

Holger Schmieding, économiste en chef de la Berenberg Bank, a qualifié la proposition de M. Merz de « véritable bazooka » et de « changement radical pour l'Allemagne sur le plan fiscal ». « L'Allemagne assume enfin le rôle de leader qu'elle aurait dû assumer depuis des années, compte tenu de sa taille et de sa marge de manœuvre budgétaire », a-t-il déclaré.

L'Allemagne pense à l'impensable

Les plans divulgués montrent que Merz souhaite dépenser 400 milliards d'euros supplémentaires pour la défense, bien qu'il ne soit pas clair sur quel calendrier.

Retour en 2022, le chancelier Olaf Scholz a annoncé un fonds de 100 milliards d'euros pour augmenter les dépenses de défense. Il a clairement indiqué que ce serait *en plus* des dépenses militaires de l'Allemagne à hauteur de 2 pour cent de son pib, soit le minimum de l'OTAN. Plus tard, il a atténué cet engagement et a utilisé le fonds pour amener l'Allemagne à ce niveau minimum de financement OTAN.

Ce que Merz a proposé est *quatre fois plus important*. L'année dernière, l'Allemagne a dépensé 61,9 milliards d'euros pour sa défense. Un supplément de 400 milliards d'euros est colossal. Si l'on répartit sur cinq ans les dépenses de défense allemandes, elles seraient plus que doublées.

« Les chiffres immenses discutés à Berlin auraient été politiquement impensables il y a une semaine, avant la perte totale de

foi dans l'amitié américaine », a écrit Ambrose Evans-Pritchard dans le *Telegraph*. « Si elle était mise en œuvre sur quelque chose proche de cette échelle, une telle explosion de keynésianisme militaire changerait entièrement la configuration économique et géopolitique du monde » (le 5 mars).

Marcus Söder — dirigeant du parti chrétien social, qui travaille avec les chrétiens-démocrates — a précisé ce qu'ils voulaient. « Nous avons besoin d'une force de 100 000 drones, de 800 nouveaux tanks, de 2 000 missiles Patriot et 1 000 Taurus rien que pour l'Allemagne comme bouclier protecteur, à l'instar du Dôme de fer, » a-t-il déclaré. « Seuls les forts seront pris au sérieux. »

Dépenses militaires européennes

Le jour même où M. Merz a fait part de ses projets, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé un effort de réarmement similaire pour l'ensemble de l'Europe. « Nous sommes à l'ère du réarmement », a-t-elle déclaré. « L'Europe est prête à augmenter massivement ses dépenses en matière de défense. »

Ce plan signifierait également que l'argent emprunté pour les dépenses militaires serait exempté des règles de financement européennes. La Commission européenne fournirait 150 milliards d'euros de prêts pour la défense.

Le plan de Von der Leyen fera une différence, mais pas autant que celui de Merz. De nombreux États membres de l'UE sont sur le point d'atteindre le plafond de leurs cartes de crédit. La France est le deuxième pays de l'UE qui dépense le plus en matière militaire. Leur dette représente 110 pour cent de la taille de leur économie. L'Italie, qui occupe la troisième place, a un ratio d'endettement par rapport au PIB de plus de 130 pour cent. Aucun des deux ne peut facilement emprunter davantage. En revanche, le ratio de la dette de l'Allemagne par rapport au PIB n'est que de 62 pour cent. L'Allemagne a déjà les plus grands budgets de défense de l'UE. Le plan de Merz rendrait le pays imposant et dominant, laissant la France et tous les autres pays de l'UE dans la poussière.

Dans toute l'Europe, les actions des entreprises de défense montent en flèche. Les actions de Rheinmetall ont augmenté de près de 20 pour cent au cours des quelques jours de négociation après l'incident Trump-Zelenskyy. Bae Systems a augmenté de 16 pour cent ; l'allemand Hensoldt AG, de plus de 30 pour cent ; le français Dassault Aviation, de 10 pour cent ; le français Thales SA, qui fabrique de l'électronique de défense, de plus de 20 pour cent. Les investisseurs s'attendent manifestement à une explosion des dépenses militaires.

Réaménagement des usines

Alors que la défense est en plein essor, l'industrie manufacturière européenne dans son ensemble est en difficulté. Il existe une solution évidente.

Le chancelier actuel de l'Allemagne, Olaf Scholz, a annoncé en février que l'usine de trains d'Alstom à Görlitz cesserait de fabriquer des wagons de train et se convertirait à la construction de chars, après que le géant de la défense franco-allemand KNDSI l'aura racheté. Quelques semaines plus tard, Rheinmetall a annoncé qu'elle reconvertirait deux usines fabriquant des pièces automobiles pour les transformer en usines de fabrication de munitions.

Le média italien *Corriere della Sera* a publié des détails divulgués sur les plans visant à transformer l'industrie automobile italienne pour qu'elle fabrique des armes. Les sous-traitants italiens fabriquent actuellement des pièces pour l'industrie automobile allemande ; ils pourraient passer à l'approvisionnement de l'industrie allemande de l'armement. « Il devient évident pour tout le monde que les dépenses de défense sont le moyen de compenser les pertes d'emplois dans l'industrie automobile », a déclaré M. Schmieding.

Une attaque contre la démocratie

Si Merz met son plan à exécution, ce sera énorme. Mais il existe d'importants obstacles. La modification de la constitution allemande requiert une majorité des deux tiers au parlement. Cela ne sera pas possible une fois que le nouveau parlement aura pris le pouvoir. Le parti communiste La Gauche et le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) détiennent une minorité de blocage. L'AfD a déjà condamné ces propositions en les qualifiant « d'excès de dettes ». Avant que l'AfD ne devienne un parti anti-migration avec une histoire révisionniste de la Seconde Guerre mondiale, c'était un parti d'économistes ringards qui détestaient l'emprunt et l'inflation. Cette aversion reste inscrite dans son ADN. Convaincre l'AfD de soutenir cette proposition serait presque impossible.

Mais Merz prend à la légère les « normes démocratiques » que les grands médias prétendent aimer.

Merz espère tirer parti de l'intervalle maximum de 30 jours entre l'élection et l'entrée en fonction du nouveau Bundestag. L'ancien parlement étant encore en place jusqu'au 25 mars au plus tard, il y a plus de chances d'obtenir la majorité des deux tiers nécessaire pour modifier la constitution.

Cela est assez louche : Merz veut un parlement qui a été largement rejeté pour modifier la constitution nationale ; il faudra compter sur le parti des Verts pour obtenir la majorité des deux tiers, lequel exigera probablement de nombreuses dépenses environnementales en contrepartie de sa coopération. Mais il y a une ouverture pour un accord.

Si Merz est prêt à faire passer cette mesure, il est clair qu'il n'a que peu de considération pour la démocratie. Cela pourrait

également renforcer le soutien à l'AfD. Après tout, il est difficile d'accuser ses adversaires d'être antidémocratiques lorsque l'on fait des coups comme celui-ci.

Cette frénésie de dépenses pourrait avoir de graves conséquences pour toute l'Europe. Les investisseurs prêteront de l'argent aux pays européens parce qu'ils savent que l'Allemagne dispose des ressources nécessaires pour certains renflouements. Si l'Allemagne aurait du mal à aider la France, l'Italie ou l'Espagne en cas de faillite, elle pourrait s'occuper — et s'est occupée — du Portugal ou de la Grèce. Mais qu'en est-il de la zone euro si l'Allemagne atteint sa limite de crédit comme tout le monde ?

Ce niveau de dépenses augmentera la pression exercée sur l'UE pour qu'elle procède à des réformes financières plus importantes, qu'elle emprunte de l'argent et qu'elle coordonne ses dépenses en tant qu'entité unique plutôt qu'en tant que 27 pays s'efforçant de travailler ensemble.

En avance sur son temps

Herbert W. Armstrong a mis en garde contre cette union militaire pendant des décennies. En mai 1953, il écrit : « Dix puissantes nations européennes associeront leurs forces ». En août 1978, il avertit : « Les Européens sont beaucoup plus préoccupés par leur sécurité en comptant sur la puissance militaire des États-Unis pour les protéger que les Américains ne le réalisent ! [...] Les Européens veulent leur propre puissance militaire unifiée ! Ils savent qu'une union politique de l'Europe produirait une troisième grande puissance mondiale aussi forte que les États-Unis ou l'URSS, *peut-être même plus forte* ! »

Ces prévisions basées sur la Bible sont essentielles pour comprendre les événements en Europe. Apocalypse 17 décrit une union de dix rois dotés d'une incroyable puissance militaire.

Après que Vladimir Poutine ait envahi la Géorgie, le rédacteur en chef de *la Trompette*, Gerald Flurry, écrit en octobre 2008 : « M. Armstrong a souvent enseigné qu'une crise politique ou économique amènerait ces '10 rois' à s'unir fortement et très rapidement. Le fait que la Russie ait lancé une guerre montre à quel point une telle crise pourrait facilement se produire ! L'attaque en Géorgie sera-t-elle à l'origine de l'unification européenne ? Une crise se produira-t-elle à propos de l'Ukraine ? Cette région est le grenier à blé de la Russie, et il est certain qu'elle est prête à faire la guerre pour cela aussi. »

Le jour où la Russie a envahi l'Ukraine, M. Flurry envoya un courriel dans lequel il avertissait : « La nation la plus importante à surveiller en ce moment est l'Allemagne. Comment réagira-t-elle à la guerre de [Vladimir] Poutine contre l'Ukraine ? Cette guerre en Ukraine va accélérer la montée en puissance du Saint Empire romain prophétisé dirigé par l'Allemagne ! »

En l'espace de quelques jours, l'Allemagne a annoncé un tournant historique dans ses dépenses militaires. Scholz a ensuite atténué cette déclaration, mais il s'agit néanmoins d'un changement capital. Ce que Merz vient de proposer est considérablement plus important.

Cette union prophétisée de 10 rois est clairement une union militaire. Apocalypse 17 : 14 dit que ces rois « combattront ».

De nombreux autres passages nous avertissent de l'existence d'une grande puissance guerrière dans ce temps la fin. Dans Ésaïe 10 : 5-7, Dieu dit qu'Il a suscité l'Allemagne (« l'Assyrie » de la fin des temps) pour « détruire, pour exterminer les nations en foule. » Habacuc fait référence à la même période, appelant la puissance européenne du temps de la fin « Chaldéens », en référence à sa nature religieuse. Il les décrit comme un « peuple furibond et impétueux, qui traverse de vastes étendues de pays, pour s'emparer de demeures qui ne sont pas à lui » (Habacuc 1 : 6).

La Bible est pleine de prophéties annonçant un empire militaire qui envahira et conquerra Israël. « Voici, je fais venir de loin une nation contre vous, maison d'Israël, dit l'Éternel ; c'est une nation forte, c'est une nation ancienne, une nation dont tu ne connais pas la langue, et dont tu ne comprendras point les paroles » (Jérémie 5 : 15). Ézéchiël 6 : 3 déclare : « Montagnes d'Israël, écoutez la parole du Seigneur, de l'Éternel ! Ainsi parle le Seigneur, l'Éternel, aux montagnes et aux collines, aux ravins et aux vallées : Voici, je fais venir l'épée contre vous, et je détruirai vos hauts lieux. »

Jérémie et Ézéchiël ont écrit leurs prophéties 100 ans après la captivité de l'ancien Israël. Leurs avertissements n'ont aucun sens à moins que vous ne réalisiez qu'ils sont destinés au moment où Dieu « ramènera les captifs de [...] Israël » durant « un temps d'angoisse pour Jacob » (Jérémie 30 : 3, 7).

La puissance militaire qui se développe en Europe actuellement est celle dont Dieu prophétisa qu'elle « ramènerait » cette captivité.

Ces prophéties amenèrent M. Armstrong à prévoir que l'Europe deviendrait une puissance militaire. Mais il vit également, d'après les prophéties de la Bible, que cette unification ne viendrait pas facilement.

« Les nations d'Europe se sont efforcées de se réunir », écrit-il dans *La Pure Vérité* de janvier 1979. « Elles souhaitent une monnaie commune, une seule force militaire combinée, un seul gouvernement uni. Ils ont commencé par participer au marché commun. Ils travaillent actuellement à l'élaboration d'une monnaie commune. Pourtant, sur une base purement politique, ils ont été totalement incapables de s'unir. »

Il a compris que pour cela arrive, il leur faudrait avoir peur de la Russie, une crise économique, l'aide de l'Église catholique et l'ascension d'un dirigeant fort. Plusieurs de ces événements se produisent en ce moment même.

En 2014, M. Flurry écrit : « Une deuxième prophétie majeure, que l'invasion de l'Ukraine par la Russie entraînera, est

l'arrivée d'un homme fort en Europe. Un nouveau dirigeant s'annonce — une sorte de Vladimir Poutine. C'est ce dont l'Europe a besoin pour s'unir, pour avoir la force et l'unité d'action nécessaires pour faire face à la Russie. »

Merz agit rapidement et avec détermination. Nous ne pensons pas qu'il sera ce dirigeant fort, mais il pourrait contribuer à porter ce dirigeant fort au pouvoir.

Peu après l'invasion de Poutine en 2014, M. Flurry écrivit : « Une grande partie de ce que Dieu prophétisa par l'intermédiaire de M. Armstrong a *déjà* été accomplie. Surveillez attentivement l'émergence de la dernière partie de ces prophéties ! 'Dix rois' vont surgir — et les 28 nations qui composent actuellement l'Union européenne vont être réduites à 10. Ils seront dirigés par un dictateur fort semblable à Poutine et unifiés par l'Église catholique romaine. À ce moment-là, elles présenteront au monde une puissance *encore plus grande* que celle de la Russie ou des États-Unis ! » (*Trompette*, mai-juin 2014).

Cela pourrait se produire rapidement. Le moment est venu de comprendre ces prophéties afin de connaître la suite des événements. Faites cela, et ce qui pourrait être des événements terrifiants autour de vous pointera vers les prophéties accomplies dans la Bible et le Dieu tout-puissant qui a donné ces prophéties. Examinez la Bible vous-même et vous verrez que tous ces événements font partie du plan de Dieu pour amener le monde à Lui. Notre livre gratuit *Le Saint Empire romain selon la prophétie* (disponible uniquement en anglais) vous aidera à comprendre.